



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<http://www.economiedistributive.fr/Au-fil-des-jours-Prochainement-en,3347>

Chronique

Au fil des jours

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2014 - N° 1149 - janvier 2014 -

Date de mise en ligne : jeudi 1er mai 2014

Date de parution : janvier 2014

Description :

Jean-Pierre Mon signale un document inédit sur l'escroquerie dont ont été victimes les Irlandais et s'inquiète des tendances fascistes qui se développent en Europe et notamment en Espagne et en Allemagne.

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Une belle escroquerie

Dès l'automne, les médias ont commencé à nous bassiner : la politique d'austérité irlandaise avait porté ses fruits et le 15 décembre 2013 l'Irlande devenait officiellement le premier pays à sortir d'un programme de "sauvetage" de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne et FMI). Grand succès sur lequel les "élites" n'ont pas manqué de s'extasier. Mais c'est surtout un grand succès pour les banques. (Comment voulez-vous qu'il en soit autrement ?). C'est ce que montre une étude inédite [1] du réseau des Attac d'Europe coordonnée par Attac Autriche et Attac Irlande, étude établie à partir de chiffres officiels jusqu'ici dispersés : alors que l'Irlande a reçu 67,5 milliards d'euros de prêts pour son renflouement depuis la fin de 2010, le pays a transféré un montant total de 89,5 milliards d'euros à son secteur financier au cours de la même période. 55,8 de ces milliards sont tombés dans les poches des banques créancières, toutes étrangères et certaines françaises. L'étude confirme que la situation économique et sociale de l'Irlande demeure désastreuse : ces milliards n'ont en rien profité aux Irlandais, broyés par la politique d'austérité infligée à leur pays pour payer ces dettes illégitimes.

La tentation fasciste

« La droite de combat du XXème siècle n'est pas née en 1914 au Chemin des Dames et n'est pas morte le jour de la Libération de Paris, ni avec l'entrée de l'Armée rouge dans Berlin. Il n'existe aucune raison idéologique qui permette de penser que la France et l'Europe ont été une bonne fois pour toutes, guéries et immunisées contre le fascisme en 1945. La tentation nationaliste fasciste fait partie intégrante de la culture européenne et vient de la tradition anti-Lumières » [2]. Nous en avons des exemples récents. Comme, en France, avec les manifestations organisées par les catholiques plus ou moins intégristes contre le mariage pour tous, ou en Espagne avec "L'Espagne en marche", regroupement de partis d'extrême droite créé au mois de juillet dernier dans le but de présenter des candidatures communes aux prochaines élections européennes. On y retrouve les partis franquistes la Phalange, Démocratie nationale et le Noeud patriote national. Le parti populaire (PP) qui gouverne l'Espagne fait de plus en plus preuve d'une grande tolérance envers les nombreuses dérives de l'extrême droite. Le 10 octobre au Parlement, seul le PP a rejeté une motion consensuelle préparée par tous les autres partis qui proposait de faire de l'apologie du franquisme un délit. C'est tout dire.

Concession à l'aile dure du PP et à l'Église, le Premier ministre Rajoy a annoncé le 20 décembre une loi mettant fin au droit à l'avortement, droit introduit en Espagne par le gouvernement de Zapatero, entré en vigueur en 2010 et très critiqué par l'épiscopat espagnol. La nouvelle loi sera « la plus restrictive depuis la fin de la dictature » assurent les associations féministes et la gauche. Mais, le ministre de la justice Alberto Ruiz Gallardon, qui va présenter le nouveau texte, ne compte pas s'arrêter là : il veut développer sa "croisade" anti-avortement devant la Parlement européen ! Mais là, ses chances sont faibles, puisque sur les 28 États de l'Union européenne, seuls deux, l'Irlande et Malte, interdisent l'avortement.

Mais ce n'est pas tout : ayant, paraît-il, redressé la situation économique du pays, le gouvernement Rajoy veut encore droitiser son action : institution d'une peine de prison à perpétuité, service minimum pour réduire le droit de grève, renforcement du rôle de l'Eglise dans l'enseignement, encadrement des manifestations et des mobilisations sociales [3], pouvoirs renforcés de la police qui obtient la possibilité de donner de très fortes amendes sans jugement, interdictions des offenses à l'Espagne et à ses symboles, interdictions des rassemblements devant le Parlement,...

En Allemagne aussi

À peine formée, la "Grande coalition" allemande (voir page 4) laisse déjà apparaître des dissensions fortes, non pas, comme on aurait pu s'y attendre, à causes de mesures concédées au SPD, mais à cause des accents populistes de la campagne que vient de lancer la CSU, fidèle alliée d'Angela Merkel, en matière d'immigration. En effet, en vue des élections communales (en mars) et des élections européennes (en mai), la CSU a axé sa campagne contre les immigrés « profiteurs » avec le slogan « Qui triche dégage ». Le grand cheval de bataille de la CSU est la mise en place de barrières à l'immigration des ressortissants pauvres des pays de l'Europe de l'Est et tout particulièrement des Roms. La réaction du SPD ne s'est pas fait attendre. Son porte-parole a immédiatement répliqué : « Qui entonne ce genre de mélodie invite l'extrémisme de droite à la danse » [4]. Le secrétaire général du Parti de gauche, Die Linke, (qui n'est pas au gouvernement) a surenchéri dans le Berliner Zeitung : « Quand un parti de gouvernement tient des propos incendiaires contre les étrangers, on ne peut pas s'étonner que des groupes violents néonazis passent à l'acte. Le dénigrement ne profite à personne ». Le ministère du travail n'a pas manqué de rappeler que les Roumains et les Bulgares installés en Allemagne étaient moins touchés par le chômage que l'ensemble de la population, (mais il n'a pas précisé dans quelles conditions...).

Tout cela ternit l'image de l'Allemagne auprès des immigrants potentiels... dont l'Allemagne a un grand besoin pour son économie.

[1] Disponible sur le site d'Attac France <https://france.attac.org> et sur www.attac.at/uploads/media/backgroundmaterial_ireland_english.pdf

[2] Zeev Sternhell, Débats, Le Monde, 18-19/08/2013.

[3] Ce qui a permis notamment la condamnation à 7 mois de prison de dirigeants du syndicat des travailleurs andalous dont le maire de Marinaleda.

[4] Le Monde, 1-2 /01/2014